

SIXIEME ANNEE. — N° 1.

VENDREDI 23 OCTOBRE 1925

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !



LENINE, par G. Annenkov.

L'Actualité Politique et Sociale

MARX et Engels, dans un écrit devenu célèbre, enseignaient : « *Ne jouez jamais avec l'insurrection.* » Les révolutionnaires qui ont quelque expérience du mouvement ouvrier peuvent dire à leur tour, avec d'autres raisons : « *Ne jouez jamais avec la grève.* »

Les dirigeants du Parti Communiste, méconnaissant toutes les leçons de l'histoire ouvrière, viennent de se permettre de jouer avec la grève. Ils ont « décidé » un chômage général dont l'ensemble des militants responsables de la classe ouvrière avancée savaient d'avance qu'il était voué à l'échec.

L'échec est là. Aucune tentative des coupables pour le masquer ne leur sera profitable. Quand des faits sont sous les yeux de tous, rien ne sert de les travestir. Des affirmations insolentes n'auront pas raison des constatations faites par tous les communistes comme par tous nos adversaires.

Les démagogues qui viennent de faire descendre le Parti Communiste un peu plus bas dans l'estime des travailleurs croient se tirer d'affaire en prétendant que, puisque la presse bourgeoise crie à l'échec, le devoir des communistes est de prendre le contre-pied de ses affirmations.

Ainsi, nous aurions raison en toutes circonstances et quoi qu'il advienne. La presse bourgeoise parlerait-elle des progrès du communisme, pour faire pression sur le gouvernement, nous enregistrierions « l'aveu ». Parlerait-elle de notre insignifiance, nous n'aurions qu'à tenir pour vrai le contraire...

Mais voici qui va mettre, espérons-le, tous les communistes d'accord. Le *Parijski Vestnik* (le *Messenger russe de Paris*), journal quotidien communiste russe, dont nul n'osera suspecter les sympathies et la tendance, constate en ces termes les résultats de la grève (n° 136, du 13 octobre) :

« *En dépit de la décision de grève générale prise par le groupe initiateur de la grève, le travail ne s'est presque nulle part interrompu, sauf d'insignifiantes exceptions.* »

« *Le travail a été normal dans le Métropolitain. Dans des usines aussi considérables que Renault, Citroën et autres, une partie insignifiante seulement d'ouvriers n'a pas paru au travail.* »

« *Des renseignements à peu près identiques sont donnés de la banlieue parisienne et des centres industriels de France.* »

Après cela, les coupables peuvent s'évertuer à détourner le mécontentement ouvrier en dénouçant une fois de plus l'opposition qui a eu la clairvoyance de les mettre en garde à

temps contre les dangers de leur politique, ils ne réussiront qu'à se discréditer davantage.

Les faits sont les faits. Il faut que tous les militants consciencieux de France et de l'Internationale les sachent. Le *Bulletin Communiste*, qui tient pour nécessaire de dire la vérité au prolétariat, publiera les renseignements qui lui viendront de bonne source : des camarades qui ont fait leur devoir dans la grève.

Une fois de plus, les tard-venus du prétendu « léninisme » de 1925 ont desservi la classe ouvrière et bien mérité de la bourgeoisie. Une fois de plus, l'avant-garde ouvrière, mal avertie, essuie un revers. Mais des jours meilleurs viendront, des jours de victoire, quand les militants du prolétariat auront répudié les méthodes et les tactiques actuellement en honneur, et qui n'engendrent que des défaites.

A Locarno, les principaux gouvernements capitalistes ont garanti la paix de l'Europe, affirment la plupart des partis bourgeois, de concert avec les partis socialistes. Ils ont décidé la guerre, — affirment catégoriquement les porte-parole de la démagogie pseudo-léniniste.

L'Humanité annonce une fois de plus la guerre imminente contre la République Soviétique. Mais, comme elle se livre à des prédictions de cette sorte trois cent soixante-cinq fois par an, personne ne s'en émeut.

La *Rote Fahne* lance un véhément appel : « A bas le pacte de guerre. » Ce n'est pas le premier, ni malheureusement le dernier, que les ouvriers allemands auront laissé tomber.

Le record est battu par la *Gazette Populaire de Hanovre* : « Le crime de Locarno. »

Des communistes sérieux ne peuvent admettre ni les illusions des socialistes, ni les prophéties délirantes des imposteurs de la « bolchevisation ».

Nous avons mieux à faire : étudier attentivement le régime bourgeois qui s'installe pour une durée plus longue que nous ne l'avions cru possible en 1918, et avec lequel nous ne sommes pas encore de taille à nous mesurer ; nous préparer et nous organiser en vue des luttes de demain.

Car Locarno ne signifie ni la paix perpétuelle, ni la guerre immédiate, mais simplement une trêve. Aucun impérialisme ne se sent en mesure de tirer profit d'une guerre prochaine. La démocratie pacifique, pour un temps, assure de beaux dividendes...

Lénine aimait à répéter : « *Etudions chez nos ennemis.* » Le conseil est bon, nous essaierons de le suivre.

Exclus, mais Communistes

Il ne se trouva qu'une poignée d'hommes, en 1914, pour tenir contre le déchaînement du chauvinisme bourgeois et ouvrier, l'abdication de l'Internationale, la faillite du socialisme, du syndicalisme et de l'anarchisme, l'affaiblissement de la solidarité internationale du prolétariat.

Il ne se trouva qu'une poignée de révolutionnaires, en 1917, pour soutenir le bolchevisme honni et traqué, lui témoigner une sympathie agissante avant sa victoire, lui demeurer fidèles aux heures les plus sombres.

Il ne se trouve aujourd'hui, dans la crise du communisme international, qu'une poignée d'irréductibles pour maintenir l'esprit vital de la critique marxiste, continuer la tradition vivante du communisme, affermir la conscience prolétarienne dans sa fierté de classe, — contre les déviations de l'organisation révolutionnaire, contre l'abandon des intérêts généraux du prolétariat au profit de coteries bureaucratiques, contre les dangers mortels de l'aventurisme, du servilisme, et de la corruption.

La tâche est ingrate, — et rude le quart d'heure. Les initiateurs de la résistance et du mouvement salutaires sont submergés d'outrages. La classe ouvrière, encore une fois trompée, ne reconnaît plus les siens. Mais les hommes du prolétariat et de la révolution en ont vu d'autres. Ils tiennent. La certitude du devoir accompli les anime, la conviction de servir immuablement la même cause et d'être armés de vérités communistes vérifiées les fortifie. S'ils ont eu besoin, en 1914 et en 1917, « d'espérer pour entreprendre », ils ont pu se passer « de réussir pour persévérer ». A plus forte raison, en 1924, ont-ils fait leur choix sans regret, riches de l'édifiante expérience des dix dernières années qui assure à leur maigre équipe initiale le destin de devenir légion.

L'issue de la tentative menée sous le nom de « bolchevisation » et en vertu d'un prétendu « léninisme » fabriqué après la mort de Lénine ne fait pas le moindre doute : elle sera, — elle est déjà, — un désastre. Le bolchévisme russe, vaincu sous les attaques de l'univers capitaliste, amoindri seulement par ses dernières luttes intestines, a renoncé à temps aux exagérations les plus nocives des méthodes instaurées après la mort de Lénine. Quant au néo-bolchévisme européen, caricature monstrueuse du bolchévisme véritable, il a déjà fait banqueroute un an après son apparition, et il serait rayé du nombre des doctrines (?) actuelles, — à supposer qu'on puisse appeler doctrine un ensemble de tristes pratiques, —

s'il n'était artificiellement soutenu par la révolution soviétique, dont la vigueur n'est pas le moins démontrée par le nombre de ses parasites.

Et l'issue du travail entrepris par les redresseurs du mouvement communiste dévié n'est pas davantage douteuse. Mais le succès ne couronnera nos efforts qu'à une condition : celle de rester fidèles aux conceptions éprouvées qui ont fait la grandeur du communisme contemporain. L'assimilation des connaissances et de l'expérience acquises au cours des dix dernières années de guerres et de révolutions est indispensable à la progression de l'idée communiste. Les traditions originales du prolétariat de chaque pays y sont incorporées. Mais le retour à de vieilles notions évincées par la science de la révolution en marche serait une véritable régression, quelque révolutionnaires que ces notions aient pu être en leur temps. Il s'agit de savoir si l'organe de nos compagnons de lutte pour le redressement du mouvement révolutionnaire dévoyé, la *Révolution prolétarienne*, en arborant l'étiquette « syndicaliste-communiste », fait un pas en avant ou un pas en arrière.

**

Le syndicalisme (révolutionnaire) a emprunté les éléments de sa doctrine partie au marxisme, partie au bakounisme, partie à l'héritage mêlé d'utopisme, de réformisme, et d'insurrectionnalisme héroïque transmis de générations en générations dans le prolétariat des pays latins. Bien que la disparité de sa formation l'ait voué à une extinction rapide, il a pourtant représenté un stade de pensée communiste supérieur au socialisme dégénéré de la 2^e Internationale : non pas seulement parce que celui-ci, en déclinant, lui conférait un prestige facile, mais essentiellement du fait que sa pratique valait beaucoup mieux que sa théorie. C'est pourquoi les bolcheviks, avant même que d'avoir fondé la III^e Internationale, considéraient les syndicalistes comme des alliés, voire comme une variété de communistes destinés à se fondre tôt ou tard dans les organisations du communisme.

Bien plus : les bolcheviks ont su se comporter, vis-à-vis des anarchistes proprement dits, comme envers des combattants de la révolution prolétarienne, des auxiliaires, des renforts possibles. Lénine écrivait *l'Etat et la Révolution* à la fois pour rétablir la notion marxiste de l'abolition de l'Etat et montrer que les communistes se différencient des anarchistes, à ce sujet, sur les moyens, non sur le but.

En pleine faillite du socialisme international, pendant la guerre impérialiste, la renaissance de l'Internationale prolétarienne s'accomplissait avec l'aide de syndicalistes et d'anarchistes. Zimmerwald et Kienthal furent notre volonté commune. Lénine était là, qui menait cette politique. Les exclus du Congrès de Londres de 1896 reentraient dans l'Internationale, sous l'égide des social-démocrates de gauche, des marxistes radicaux, des bolcheviks.

La première section française de l'Internationale Communiste, qui s'appelait *Comité de la III^e Internationale*, était formée de trois sous-sections : socialiste de gauche, syndicaliste et anarchiste. Elle fut consacrée comme telle ramification française de la nouvelle Internationale. Si des anarchistes et des syndicalistes nous quittèrent, ce fut de leur propre volonté, non de la nôtre. A plusieurs reprises, Zinoviev éprouva même le besoin d'adresser des félicitations à Péricat, en quoi, selon son habitude, il exagérait...

Le Congrès constituant de l'Internationale Communiste, en mars 1919, déclarait dans sa « Plate-forme » :

« Il est nécessaire de réaliser un bloc avec les éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien que n'ayant pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne sous sa forme soviétique, **C'EST-A-DIRE AVEC LES ELEMENTS CORRESPONDANTS DU SYNDICALISME** ».

En janvier 1920, l'Internationale Communiste adressait un message aux syndicalistes révolutionnaires et anarchisants des Etats-Unis, les *Industrial Workers of the World* (I. W. W.) et s'exprimait ainsi :

« Notre but est le même que le vôtre : une communauté sans état, sans gouvernement, sans classes, dans laquelle les travailleurs administrent la production et la répartition dans l'intérêt de tous.

« Nous vous invitons, vous, révolutionnaires, à vous rallier à l'Internationale Communiste, née à l'aurore de la révolution sociale universelle. Nous vous invitons à prendre la place **A LAQUELLE VOTRE COURAGE ET VOTRE EXPERIENCE REVOLUTIONNAIRE VOUS DONNENT DROIT, au premier rang de l'armée rouge prolétarienne combattant sous la bannière du Communisme.** »

Spécialement à propos des syndicalistes français, voici comment parlait Zinoviev, en 1922, au 4^e Congrès mondial, quand Lénine était encore là pour lui donner des instructions :

« L'observation politique la plus importante faite par l'Exécutif et par ses représentants, dont plusieurs, comme Humbert-Droz,

ont passé près de six mois en France, c'est que — et il nous faut le dire franchement — nous devons chercher un grand nombre d'éléments communistes dans les rangs des syndicalistes, des meilleurs syndicalistes, **C'EST-A-DIRE DES SYNDICALISTES COMMUNISTES.** C'est bizarre, mais c'est ainsi. »

Le même Zinoviev, la même année, au 2^e Congrès de l'Internationale syndicale rouge, tenait le langage que voici :

« Comme nous le savons tous, la 2^e Internationale a frappé d'ostracisme et exclu de son organisation quiconque était plus ou moins anarchiste. Les chefs de la 2^e Internationale ne voulaient rien avoir de commun avec ces éléments-là. Même attitude à l'égard des syndicalistes. La 3^e Internationale A ROMPU AVEC CETTE TRADITION. Née dans les tempêtes de la guerre mondiale, elle se rend parfaitement compte qu'il est nécessaire d'avoir une attitude toute différente à l'égard des syndicalistes et des anarchistes ».

Et Zinoviev se référait avec raison au 1^{er} Congrès de la nouvelle Internationale :

« Au 1^{er} Congrès de l'I.C., nous disions : « Personne ne pose la question : t'appelles-tu anarchiste ou syndicaliste ? Nous te demandons : Es-tu partisan ou adversaire de la guerre impérialiste, pour une lutte de classe implacable ou non, pour ou contre la bourgeoisie ? **SI TU ES POUR LA LUTTE CONTRE L'ENNEMI DE CLASSE, TU ES NOTRE...** »

Ce n'est pas tout. Zinoviev disait encore :

« Nous estimons que tous les anarchistes et **TOUS LES SYNDICALISTES QUI SONT PARTISANS SINCERES DE LA LUTTE DE CLASSE SONT NOS FRERES.** »

Et enfin, ce qui ne laisse place à aucune sorte d'équivoque :

« Les anarchistes ont organisé contre nous toute une série d'attaques. Malgré cela, **NOUS NE PROPOSONS PAS DE REVISER NOTRE ATTITUDE** à l'égard des anarchistes et des syndicalistes. Nous restons sur nos positions. En tant que marxistes, **NOUS NOUS ARMERONS DE PATIENCE** jusqu'à ce que le cours même de la lutte de classe amène dans nos rangs les éléments prolétariens qui restent encore en dehors de notre organisation. »

Inutile de citer davantage pour fixer la politique traditionnelle de l'Internationale communiste vis-à-vis des syndicalistes-communistes.

* *

Cette politique a porté ses fruits. L'Internationale Communiste a recruté dans les milieux syndicalistes, voire syndicalistes-anarchistes, a fortiori syndicalistes-communistes, des éléments qu'elle a toujours considérés

comme « les meilleurs », et sans lesquels certaines de ses sections *n'existeraient pour ainsi dire pas*.

En Amérique, c'est chez les syndicalistes (William Foster, Andreytchine, Bill Haywood, Crosby), chez les socialistes de gauche du *Liberator* sympathisant avec le I. W. W. (John Reed, Max Eastman), chez les anarchistes (Robert Minor, Bill Chatov), qu'elle a trouvé la plupart de ses communistes.

En Angleterre et en Irlande, c'est chez les syndicalistes (Tom Man, Jim Larkin, Jack Tanner) et dans le mouvement des *shop stewarts committees*, d'esprit syndicaliste (Murphy, Tom Bell, etc.) qu'elle a recruté.

En Espagne, c'est chez les syndicalistes et les anarchistes qu'elle a trouvé Joaquim Maurin, Arlandis, Andrés Nin, Casanellas et tant d'autres.

En France, enfin, elle s'est appliquée à puiser dans les rangs syndicalistes ceux qui devaient, *selon elle*, avec les militants neufs nés de la guerre, exercer l'influence décisive, et graduellement éliminer celle des social-démocrates hérités du vieux parti, du jauresisme périmé et du guesdisme caduc. C'est sous l'autorité incontestée de Lénine que Rosmer est devenu le premier représentant français à l'Exécutif. C'est Zinoviev, c'est Losovsky, c'est Manouïlsky, qui accordaient le plus haut prix à l'adhésion de Monatte au Parti. Certes, Trotsky n'était pas le dernier à soutenir cette politique, mais jamais il ne renonça à faire partager aux syndicalistes-communistes la conception purement marxiste du communisme, et sa dernière discussion avec Louzon est restée dans la mémoire de tous.

Aujourd'hui encore, quand le parti communiste français est diminué, vidé, affaibli, après un an de régime pseudo-léniniste, ce sont des syndicalistes d'hier, anarchistes d'avant-hier, comme Monmousseau et Dudilleux, que l'Exécutif est obligé d'aller chercher.

Comment donc expliquer le dénigrement spontané et systématique auquel se sont livrés les néo-léninistes de 1924 dès l'apparition de cette revue « syndicaliste-communiste », alors que tout, dans l'Internationale Communiste, plate-forme, résolutions, commentaires, tradition, recrutement, leur commandait de traiter ses fondateurs en amis, en alliés, en communistes qui s'ignorent, et même en « frères », — Zinoviev *dixit* ?

La réponse s'impose avec une logique, une force irrésistibles, dégagée des textes communistes officiels cités plus haut : *ces faux « léninistes » se conduisent comme les plus vulgaires des social-démocrates*. Ils ont tout naturellement adopté l'attitude de la 2^e Internationale, — condamnée par la 3^e à laquelle ils sont profondément étrangers, où ils sont des intrus.

Ces gens ne savent rien de notre mouvement, de nos idées, de notre histoire. Mis en présence d'une question inattendue, dont la solution ne leur avait pas été préparée par la bureaucratie affectée à cette besogne et dont leur inaptitude au travail leur interdit de trouver l'éclaircissement dans une documentation accessible à tous, ils ont improvisé une réponse de leur cru et, à leur habitude, ont proféré une énormité.

Leur réaction spécifiquement social-démocrate devant le « syndicalisme-communiste » caractérise toute une politique.

« Comment peut-on être Persan ? » plaisantait agréablement Montesquieu. Comment peut-on être syndicaliste-communiste ? demandent les faiseurs du « léninisme » de 1924. L'Internationale Communiste, du temps de Lénine et de Trotsky, a répondu par avance. Et il a fallu la mort du premier, l'absence du second, pour qu'en cette question comme en tant d'autres le bolchévisme véritable soit mis au rancart, supplanté par le retour offensif du socialisme dégénéré masqué de néo-léninisme.

Mais si la *Révolution prolétarienne* est très au-dessus des commentaires de ses détracteurs, elle est à portée de la critique de ses amis, de ceux qui, d'accord en ceci avec Zinoviev, considèrent les syndicalistes-communistes comme « des frères ». Et nous devons dire nettement que nous sommes plusieurs à ne pas approuver son étiquette.

Comment la justifie-t-on ? Dix numéros de la revue ont paru et nous n'y avons rien trouvé qui légitimât l'abandon de ce que nous appelons simplement le « communisme ». Monatte et Rosmer ont dit après leur exclusion : « Nous retournons d'où nous sommes venus ». Cela ne démontre rien. Pourquoi ne pas rester ce qu'ils étaient devenus, — des « communistes ? » Ils le sont, c'est entendu. Mais cela devrait suffire. A moins que l'expérience les ait conduits à introduire *du nouveau* dans leurs conceptions ? Car, pour ce qui est *du vieux*, ils ne l'avaient pas abandonné sans mûre réflexion ?

On a exclu Monatte, Rosmer et Delagarde du Parti en leur jetant des accusations insensées, — avec l'espoir secret de les pousser sur une pente qu'on ne remonte plus. Cet espoir, ils l'ont aussitôt déçu, et nul de ceux qui les connaissent n'attendait autre chose : seuls, des gens *étrangers* au mouvement ouvrier communiste pouvaient espérer les en éliminer. Ils sont restés eux-mêmes, mais en changeant de nom. Comme s'ils avaient voulu seulement se différencier des démagogues qui discréditent le nom de communiste. Mais l'appellation de syndicaliste n'est pas plus vierge que celle de communiste ; les taches en sont moins récentes, voilà tout.

Ils restent fidèles à la conception marxiste de la lutte de classe, de la dictature prolétarienne, de l'Etat. Et à la notion léninienne du Parti et de l'Internationale ? Ils ont dit à nos camarades, lors de leur exclusion : « Restez dans le Parti, vous y êtes à votre place ». Et ils évoquaient le jour où celui-ci deviendrait véritablement communiste, où la masse des communistes non-adhérents y viendrait, eux avec. Tout cela n'a rien de syndicaliste.

Il reste qu'ils sont profondément déçus de l'abaissement de ce Parti que nous avons ensemble essayé de rendre communiste et qu'ils ne désirent pas renouveler leur tentative, préférant que d'autres s'y mettent. Sentiment compréhensible, mais sentiment seulement, et tout personnel. Ils peuvent d'autant moins le théoriser qu'ils ont dit justement : « Camarades, restez dans le Parti ».

En fait de syndicalisme véritable, nous n'en avons guère trouvé que dans un article d'Allot. Et ce syndicalisme-là, ce n'est pas du nouveau, c'est du vieux, et pas du meilleur. L'article d'Allot, si remarquable à bien des égards, sérieux, documenté et instructif, se terminait sur une critique principielle de l'intervention du Parti dans une grève. Mais que démontrait Allot ? *Exactement le contraire de son intention*. Il prouvait que le Parti avait bien fait d'intervenir dans la grève en question. A qui la faute si « les organisations syndicales ont paru bien effacées ? » Si *les faits* établissent que le syndicalisme ne suffit pas à tout ? Critique bien représentative de l'impuissance de la *théorie* syndicaliste, que celle qui justifie les actes critiqués. Depuis quand une grève a-t-elle pour objet de sortir les organisations syndicales de leur « effacement » ? Est-ce que la grève est faite pour le syndicat ou celui-ci pour celle-là ? La grève a pour objet la satisfaction de revendications : si le but est atteint, tout est bon qui y contribue. Si le Parti y concourt, tant mieux pour les ouvriers, d'abord, pour le Parti ensuite. Rien de plus légitime que le bénéfice tiré par le Parti *du service rendu à la classe ouvrière*. Ce qui serait condamnable, c'est une tentative de profiter d'une situation *au détriment* de la classe ouvrière ; mais rien de tel n'eut lieu à Douarnenez : « *Les communistes, disaient Marx et Engels, n'ont point d'intérêts distincts de ceux du prolétariat en général* ». Ce principe impérissable reste notre loi : le parti communiste qui s'y conforme agit bien, celui qui le méconnaît perd sa qualité de communiste.

Il arrive que le Parti manque de sens politique, de conscience de son rôle, intervienne en desservant le mouvement qu'il prétend soutenir. La maladresse, l'incapacité ou l'indi-

gnité des responsables ne met nullement en cause le *principe* de l'immixtion. Il est possible qu'à Douarnenez, certains communistes aient dit des bêtises mais nul n'en a le monopole et cela ne démontre pas que le Parti ne doit pas se mêler aux luttes ouvrières. Critiquer les fautes commises sans avoir spécialement en vue de mettre en relief soit le syndicat, soit le Parti, simplement en recherchant l'intérêt de la grève, c'est servir la classe ouvrière et du même coup, sans le faire exprès, le syndicat et le Parti lui-même. Car le syndicat et le Parti n'ont d'autre intérêt bien compris que celui du prolétariat.

Ce qui déconsidère notre Parti et notre Internationale, c'est une tendance à méconnaître l'intérêt de la classe ouvrière pour servir des intérêts de coteries. Mais quand le Parti travaille réellement pour le prolétariat, nous devons être avec lui. Cela nous est d'autant plus facile que c'est nous, y compris Monatte et Rosmer, qui avons eu tant de mal à accréditer cette idée que le Parti doit s'occuper un peu moins de politique vulgaire et beaucoup plus des luttes ouvrières. Si les députés communistes traînent moins dans les couloirs de la Chambre et fréquentent plus les réunions de grévistes, *c'est tant mieux*.

Les survivances du vieux syndicalisme doctrinaire, l'essai de ranimer des idées qui n'ont plus qu'une valeur historique, ne sont pas un progrès sur l'étape franchie par les syndicalistes devenus communistes. Et elles ajoutent à la confusion déjà grande qui trouble la conscience de l'avant-garde ouvrière. Moins on en trouvera dans la *Révolution prolétarienne*, plus celle-ci sera forte dans sa besogne de redressement révolutionnaire.

La question du retour au syndicalisme aurait pu se poser si le communisme de 1919-1923, le vrai, celui des quatre premiers Congrès de la 3^e Internationale, celui de Lénine et de Trotsky, avait fait faillite. Une telle catastrophe aurait remis en question toutes les théories, toutes les pratiques. Mais heureusement, rien de tel ne s'est passé. Ce qui a fait faillite, ce n'est pas le communisme, c'est sa caricature, le « léninisme de 1924 ». Ce qui a fait faillite, ce n'est pas le bolchévisme, c'est sa parodie, la soi-disant « bolchévisation ».

Le communisme de Marx et d'Engels, de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, de Lénine et de Trotsky, suffit à guider les militants de l'émancipation ouvrière. Le dernier mot n'en est pas dit. D'autres viendront qui ajouteront aux enseignements des plus grands d'entre les communistes. Mais l'esprit en sera immuable et nous servirons dignement notre cause si nous savons nous en inspirer.

Boris Souvarine.

LÉNINE

Un des héros d'Ibsen dit : L'homme fort, c'est l'homme seul. Cette pensée, comme en général toute assertion absolue, est fautive parce que exagérée. Mais elle s'applique assez bien à beaucoup d'hommes de génie. Elle est particulièrement juste en ce qui concerne Lénine. Seulement, il faut la formuler autrement : L'homme fort, — est seul.

L'isolement, il est vrai, n'est pas toujours signe de force. Il peut être indice de faiblesse, et alors la vie à l'écart de la collectivité ne sert à l'amour-propre qu'à dissimuler cette faiblesse. Inversement, l'incorporation à la collectivité n'est pas toujours marque de faiblesse, besoin irrésistible de s'appuyer sur d'autres, de se faire aider par eux, de se sentir dans la chaîne-générale. Ce n'est pas toujours là une fuite de l'individu devant la faiblesse de l'isolement. Parfois, cette incorporation est nécessaire aux fortes personnalités dans l'intérêt de la lutte de classe. Et mieux ces personnalités représentent les intérêts de la collectivité, plus elles savent adoucir les angles de leur individualité trop puissante qui générerait leur entourage et être moins des chefs au gouvernail que le ciment de la masse.

Ce sentiment de camaraderie et d'association est au plus haut point caractéristique de Lénine. Tous ceux qui ont eu affaire à lui le savent. Lénine était un excellent camarade et dans le travail et dans la vie privée. Ainsi, ceux qui ont été avec lui à la chasse peuvent rapporter quantité d'exemples de sa touchante sollicitude pour ses compagnons.

Avec beaucoup de justesse et de talent, Lou-natcharsky, dans une assemblée du comité de Moscou tenue en 1920 et consacrée au cinquième anniversaire de la naissance de Lénine, a montré le ressort de l'activité sociale de Lénine, son humanité profonde (mais non sentimentale) et son amour du peuple. On pourrait ajouter que Lénine avait l'amour profond, presque physique du prolétariat, sentiment d'autant plus profond qu'il était plus caché à l'entourage.

Ajoutez à cela le sentiment de solidarité au sens étroit du terme ; Lénine était toujours prêt à couvrir un membre de sa fraction (mais en même temps, à sacrifier son meilleur ami dans un intérêt politique, c'est-à-dire dans l'intérêt de la révolution et du prolétariat). Lénine détestait le « moi ». Il l'évitait constamment, le remplaçant par « nous », « le Parti », même là où il s'agissait de services, de nouvelles idées, de victoires qui étaient son œuvre personnelle. S'il s'est mis à employer le « moi » plus fréquemment, c'est uniquement parce que, comme Président du Conseil des Commissaires du Peuple, il lui fallait rendre compte de ce qu'il avait fait personnellement.

Comment un tel homme, qui s'est fondu en

quelque sorte dans le prolétariat, et qui en est aimé et respecté comme aucun leader ne l'a jamais été, pouvait-il être seul ?

La solitude de Lénine était d'un ordre particulier. Elle s'étendait non pas au domaine où le parti et la masse vivaient avec lui et le comprenaient, mais à un domaine inaccessible aux masses. Le génie est seul dans le laboratoire de son cerveau. D'autres peuvent l'aider dans son travail sans savoir souvent eux-mêmes quand et par quoi ils l'aident, mais non là où le maître est créateur. Si un grand pin se dégage des autres par sa taille, au milieu d'un bois, on ne saurait dire qu'il est en dehors du bois et ne vit pas la vie de ce dernier. Mais il vit aussi de sa vie propre au niveau de laquelle ne peuvent s'élever les autres pins : il voit plus de lumière et de soleil, il regarde par-dessus les plus hauts pins du massif et découvre des horizons lointains que les autres ne peuvent connaître que par ses paroles.

Un chef compte « par millions et par milliards et non par centaines et par milliers » (expression favorite de Lénine). Il doit porter son attention sur la partie de la vie sociale d'où vient tout ce qui est nouveau, d'où peut venir la catastrophe, l'effondrement, l'apparition de nouvelles forces de l'ennemi ou le vent qui enflera les voiles de la révolution. Il doit surveiller les modifications de la matière sociale, d'importance essentielle et qui déterminent le sort du pays, la tactique du Parti.

Certes, tout membre du Parti doit faire de même s'il ne veut pas être une épave dans le mouvement des masses ou le jouet des forces naturelles. Mais un chef doit avant et par-dessus tout veiller. C'est là son devoir par excellence et ce devoir est devenu particulièrement grave pour Lénine quand, après une longue épreuve dans la lutte politique, il s'est transformé peu à peu en guetteur, en pilote, de la parole duquel dépendait dans une large mesure le succès de notre cause.

D'autres pouvaient s'abstenir de voter dans l'examen d'une question importante, quand il était difficile de prévoir les conséquences de telle ou telle décision ; d'autres pouvaient se tromper à maintes reprises ; à lui, cela n'était pas permis. Dans la situation du Parti doté d'un chef exceptionnel jouissant d'une confiance sans bornes, toute faute de ce chef serait devenue la faute de tout le Parti et peut-être la défaite de la révolution.

Mais sentant son immense responsabilité et obligé de la justifier à chaque instant, il a d'autant plus fait travailler son cerveau, qui a si victorieusement servi la cause de la révolution prolétarienne. Dans ce travail, nombreux furent ses auxiliaires, mais personne ne pouvait le remplacer. Il le savait, il l'avait éprouvé dans la pratique, et la connaissance de ce fait

n'était pas le résultat d'une estimation exagérée de sa personnalité (alors que la modestie n'est ordinairement pas la qualité des chefs, Lénine ne s'est jamais décerné, même indirectement, le moindre éloge) mais la sentence impérieuse du Parti.

Il ne s'en rapportait à personne, devait tout voir, réfléchir à tout lui-même. Dans ce magnifique laboratoire qu'était son cerveau, il a élaboré beaucoup de procédés, connus de lui seul et peut-être pour la plupart accessibles à lui seul, de connaître la vérité par des indices extérieurs, souvent presque imperceptibles. Ces procédés, ces auxiliaires de son travail intérieur, il ne les a exposés à personne. Nous ne pouvons saisir maintenant les règles algébriques de sa stratégie et de sa tactique politiques que d'après l'observation de toutes les décisions qu'il a fait adopter durant l'existence de notre Parti, de même que dans les écoles supérieures de guerre, on étudie la stratégie et la tactique des grandes campagnes et des batailles (1).

Deux états étaient le plus caractéristiques de Lénine : l'état d'attention concentrée pour tout facteur nouveau donnant la clé de problèmes politiques, et l'état d'ennui.

Lorsque Lénine écoutait les propositions de camarades sur telle ou telle question, ce qui lui importait toujours, ce n'étaient pas les propositions elles-mêmes, mais les raisons qui les motivaient. Il n'aimait pas qu'on lui présentât des solutions toutes prêtes ; il en connaissait par expérience la faible valeur. Il en était autrement des raisons. Il pouvait y apprendre quelque chose de nouveau qui, peut-être, serait à la base de sa décision, et cette décision était souvent diamétralement opposé : à celle qu'on lui proposait. Il saisissait le « nouveau » partout ; dans les livres, dans les journaux, dans des entretiens personnels, à des assemblées, dans les paroles du paysan chez lequel il passait la nuit lorsqu'il chassait.

Mais lorsque ses fonctions l'obligeaient à écouter quelque chose dont le laboratoire de son cerveau n'avait pas besoin, il s'ennuyait. A une assemblée, à une réunion, à un congrès où se débattait une question qu'il avait déjà méditée, résolue, mais que n'avaient pas encore méditée les autres camarades, il s'ennuyait. La décision pour lui était claire, il allait la faire adopter, on adhérerait, même si d'abord on l'avait repoussée. Il le savait et se soumettait à la nécessité de sacrifier le temps et les forces nécessaires (mais le minimum) pour triompher de la résistance de nombreux cerveaux rebelles, à compréhension lente. Il lui fallait parler, écouter, parler de

(1) La tâche la plus importante de l'Institut Lénine serait d'étudier méthodiquement les principes tactiques sur lesquels Lénine se guidait pour résoudre les problèmes politiques en étudiant les conditions de solution de ces problèmes, c'est-à-dire la situation économique, politique, la corrélation des forces, les objectifs prochains du Parti, etc... Cela nous aiderait en partie (mais seulement en partie, car l'intuition du génie ne peut être un objet d'étude) à élucider la façon dont Lénine arrivait à telle ou telle décision.

nouveau. Feignant d'écouter, il s'efforçait de concentrer son attention sur un travail utile : il lisait à la dérobée un journal, ou bien écrivait un mot à un camarade au sujet d'une autre question où il fallait « faire avancer l'affaire », « attirer l'attention », donner un conseil avec de nouveaux faits (le mot « nouveau » souligné trois fois). Je demande, semblait-il dire, des faits, des faits nouveaux, et non ton opinion, elle ne me rendra pas plus intelligent. Et, pendant que ses auxiliaires travaillaient, n'en étaient encore qu'au stade de l'examen et de la réflexion, son cerveau allait plus loin dans l'étape déjà trouvée. En effet, il y avait encore des dizaines de questions à l'ordre du jour. Et la journée est courte...

Il faut aller de l'avant. La vie n'attend pas, tout passe, tout change. Nombreux sont ceux qui connaissent ces mots, mais bien moins nombreux ceux qui sentent la dynamique du courant incessant de la vie et encore moins nombreux ceux qui ont surmonté le conservatisme de la psychique primitive, anti-marxiste qui rationalise la réalité dans le cerveau pour recevoir soudain de cette réalité ainsi arrangée idéalement démenti sur démenti.

Tant que la dialectique de la vie, avec ses contradictions et sa diversité, n'était pas rationalisée par les efforts de la raison collective, Lénine préférait rationaliser sa raison en conformité avec la dialectique de la vie. Il a obtenu, sous ce rapport, le maximum de ce qu'ait jamais obtenu l'esprit humain. Et c'est ce qui constituait sa force principale comme chef du parti de la révolution. Mais cela faisait de lui l'homme le plus isolé de notre parti, malgré la préparation marxiste et l'expérience révolutionnaire exceptionnelle de ce dernier. Cet isolement ne saurait être reproché à notre parti qui, lui-même, est isolé dans le milieu général et qui n'a personne auprès de qui prendre conseil aux heures difficiles. C'est la rançon du destin pour le génie exceptionnel de Lénine dont le cerveau constituait le mécanisme le plus précieux du prolétariat mondial dans sa lutte pour le communisme.

E. Préobrajensky.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.

Arts, Littérature et Révolution

Sur Léon Tolstoï

L'importance universelle de Léon Tolstoï comme artiste, sa renommée universelle comme penseur et comme apôtre reflètent la signification universelle de la révolution russe.

Tolstoï s'est manifesté comme grand écrivain sous le régime du servage. Dans la série d'œuvres géniales qu'il a données durant son activité littéraire de plus d'un demi-siècle, il a dépeint surtout la vieille Russie, la Russie antérévolutionnaire restée même après 1861 dans un état semi-féodal, la Russie seigneuriale et paysanne. Décrivant cette phase de la vie historique russe, Tolstoï sut poser dans ses écrits de si importants problèmes, sut s'élever à une telle puissance artistique que ses œuvres ont pris une des premières places dans la littérature. L'époque de préparation révolutionnaire d'un pays subjugué par les féodaux se trouve représenter, grâce au talent de Tolstoï, un degré supérieur du développement artistique de toute l'humanité.

Tolstoï artiste n'est connu que d'une insignifiante minorité, même en Russie. Pour rendre ses grands ouvrages réellement accessibles à tous, il faut une lutte, une âpre lutte contre l'ordre social qui condamne des millions et des dizaines de millions d'êtres aux ténèbres, à l'abrutissement, aux travaux forcés et à la misère, il faut une révolution socialiste.

Et Tolstoï n'a pas seulement produit des œuvres littéraires qui seront toujours lues et appréciées des masses quand elles se créeront des conditions humaines de vie, en brisant le joug des seigneurs et des capitalistes ; il a su rendre avec une force remarquable l'état d'âme des grandes masses opprimées par l'ordre contemporain, peindre leur condition, exprimer leur sentiment élémentaire de protestation et de colère. Appartenant principalement à l'époque de 1861-1904, les œuvres de Tolstoï incarnent avec un saisissant relief les traits de l'originalité historique de toute la première révolution russe, sa force et sa faiblesse.

Un des principaux traits distinctifs de notre révolution fut d'être une révolution bourgeoise paysanne à une époque de développement du capitalisme très élevé dans le monde entier et relativement élevé en Russie (1). Il s'agit d'une révolution bourgeoise car sa tâche immédiate était de renverser l'autocratie tsariste, la monarchie, et de détruire la propriété terrienne, et non d'abolir le règne de la bourgeoisie. En particulier, la paysannerie n'avait pas conscience de ce dernier problème, ne le distinguait pas des buts plus im-

médiats de la lutte. Et ce fut une révolution bourgeoise paysanne car les raisons objectives mirent d'abord au premier plan le changement des conditions fondamentales de vie des paysans, la destruction de la vieille propriété foncière médiévale, le « défrichement de la terre » pour le capitalisme, poussèrent les masses paysannes dans l'arène d'une action historique plus ou moins indépendante.

Dans les œuvres de Tolstoï se sont manifestées la force et la faiblesse, la puissance et l'étroitesse à la fois du mouvement des masses paysannes. Sa protestation brûlante et passionnée, souvent impitoyablement âpre, contre l'Etat et contre l'Eglise policière et officielle rend la mentalité de la démocratie paysanne primitive, dans laquelle des siècles de servage, de pillage et d'arbitraire bureaucratique, de jésuitisme ecclésiastique, de tromperie et de duperie, ont accumulé des montagnes de colère et de haine. Sa négation irréductible de la propriété terrienne privée traduit la psychologie de la masse paysanne à un moment historique où l'ancienne propriété terrienne médiévale et les « parts » de la Couronne sont devenues définitivement une entrave intolérable au développement ultérieur du pays et lorsque cette vieille propriété terrienne devait subir inévitablement la destruction la plus brusque et la plus impitoyable. Son accusation constante du capitalisme, débordante d'un sentiment profond et d'une révolte ardente, exprime la terreur du paysan patriarcal devant ce nouvel ennemi invisible et incompréhensible venant des villes ou de l'étranger inconnu, démolissant les « fondements » de la vie paysanne, apportant avec lui la ruine, la misère, la mort par la faim, la sauvagerie, la prostitution, la syphilis — toutes les calamités de l'époque « d'accumulation primitive », accentuées cent fois par le transfert sur le terrain russe des moyens les plus modernes de pillage engendrés par le tout puissant « coupon ».

Mais le protestataire ardent, le dénonciateur passionné, le grand critique a en même temps fait preuve dans ses écrits d'une incompréhension des causes de la crise et des possibilités d'issue de cette crise menaçant la Russie, propre seulement à un paysan patriarcal et naïf, mais non à un écrivain européen cultivé. La lutte contre le servage, l'Etat policier et la monarchie s'est transformée chez lui en une négation de toute politique, a abouti à la doctrine de « non résistance au mal », à l'éloignement complet de la lutte révolutionnaire des masses en 1905-1907. La lutte contre l'Eglise officielle s'est combinée avec une annonce d'une nouvelle religion purifiée, c'est-à-dire d'un poison nouveau, purifié et

(1) Ecrit en 1910. Il s'agit de la Révolution de 1905. (N. d. l. R.)

raffiné pour les masses opprimées. La négation de la propriété foncière privée n'avait pas pour effet de concentrer la lutte sur l'ennemi réel, sur la propriété féodale et son instrument de pouvoir, c'est-à-dire la monarchie, mais d'aboutir à des soupirs rêveurs, vagues et impuissants. La dénonciation du capitalisme et des maux qu'il apporte aux masses s'associait à une attitude complètement apathique envers la lutte libératrice menée par le prolétariat socialiste international.

Les contradictions, dans les vues de Tolstoï, ne sont pas seulement des contradictions de ses pensées personnelles, mais bien le reflet des conditions extrêmement complexes et contradictoires des influences sociales, des traditions historiques, qui déterminaient la mentalité des diverses classes et des différentes catégories de la société russe à l'époque post-réformatrice, mais antérévolutionnaire.

C'est pourquoi on ne peut faire une juste appréciation de Tolstoï qu'en se plaçant du point de vue de la classe qui a su se manifester au cours de la révolution, par son rôle politique et sa lutte lors du premier dénouement des contradictions, comme le guide dans la lutte pour la liberté du peuple et la libération des masses de l'exploitation, qui a su prouver son entier dévouement à la cause démocratique et sa capacité de lutte contre l'étroitesse et l'inconséquence de la démocratie bourgeoise (et paysanne également). Cette appréciation n'est possible que du point de vue du prolétariat socialiste.

Voyez les commentaires sur Tolstoï dans les journaux officiels. Ceux-ci versent des larmes de crocodile, affirmant leur estime pour le « grand maître », mais défendent en même temps le Saint Synode. Quant aux saints Pères, ils viennent de commettre une ignoble vilénie, en envoyant secrètement des prêtres au mourant pour tromper le peuple en lui faisant croire que Tolstoï s'est « repenti ». Le Saint Synode a excommunié Tolstoï. Tant mieux. Cet exploit lui sera compté quand l'heure de la justice populaire sonnera pour les bureaucrates en soutane, les gendarmes du Christ, les sombres inquisiteurs qui ont encouragé les pogromes de juifs et autres actions glorieuses des bandes noires tsaristes.

Lisez les commentaires sur Tolstoï dans les journaux libéraux. Ceux-ci se tirent d'affaire par des phrases vides, officiellement libérales et banalement professorales sur « la voix de l'humanité civilisée », « l'écho unanime du monde », « les idées du vrai et du bien », etc., toutes choses à propos desquelles Tolstoï combattait avec raison la science bourgeoise. Ils ne peuvent pas exprimer ouvertement et clairement leur appréciation des idées de Tolstoï sur l'Etat, l'Eglise, la propriété terrienne, le capitalisme, — non pas que la censure les en empêchât : au contraire, elle leur vient en aide dans leur situation difficile ! — mais parce que chaque fois que Tolstoï prend position dans sa critique, c'est pour donner un soufflet de plus au libéralisme bourgeois ; parce que la manière intrépide, ouverte, impi-

toyablement âpre de Tolstoï de poser les questions les plus douloureuses et maudites de notre époque porte un coup aux phrases stéréotypées, aux mensonges évasifs et « civilisés » de notre presse libérale et libérale-populiste. Les libéraux soutiennent Tolstoï de toutes leurs forces, forment bloc contre le Synode, et en même temps, ils sont pour... les « jalonneurs » (1), avec lesquels on « peut » discuter, mais avec qui il « faut » s'accommoder pour vivre côte à côte dans le même parti, pour travailler conjointement en littérature et en politique.

Les libéraux mettent au premier plan que Tolstoï est une « grande conscience ». N'est-ce pas une phrase vide, répétée sur tous les tons par la *Novoe Vremia* (2) et ses semblables ? N'est-ce pas une échappatoire aux questions concrètes de la démocratie et du socialisme posées par Tolstoï ? N'est-ce pas une mise en avant de tout ce qui exprime les préjugés de Tolstoï et non sa raison, de tout ce qui appartient au passé, non à l'avenir, à sa négation de la politique et à son homélie d'autoperfectionnement moral, et non à sa protestation impétueuse contre toute domination de classe ?

Tolstoï est mort, et la Russie antérévolutionnaire, dont il a exprimé la faiblesse et l'impuissance dans sa philosophie et dans ses ouvrages littéraires disparaît dans le passé. L'héritage du grand artiste contient, cependant, des choses qui n'ont pas disparu, qui appartiennent à l'avenir. C'est de cet héritage que s'empare le prolétariat russe pour le façonner à sa taille. Il expliquera aux masses de travailleurs et d'exploités la signification de la critique faite par Tolstoï de l'Etat, de l'Eglise, de la propriété agraire privée, — non pas pour que les masses se bornent à tendre vers un autoperfectionnement moral et vers une vie sainte, mais pour qu'elles se soulèvent et portent un nouveau coup à la monarchie tsariste et à la propriété seigneuriale, légèrement atteintes en 1905 et destinées à tomber. Le prolétariat commentera aux masses la critique tolstoïenne du capitalisme, — non pas pour qu'elles se bornent à des malédictions du capital et de la puissance de l'argent, mais pour leur apprendre à s'appuyer à chaque pas de leur vie et de leur lutte sur les conquêtes techniques et sociales du capitalisme, à constituer une armée unique de millions de combattants socialistes appelés à renverser le capitalisme et à créer une société nouvelle sans misère populaire, sans exploitation de l'homme par l'homme.

N. Lénine.

16 (29) novembre 1910.

(1) Partisans des Jalons, recueil d'articles d'anciens marxistes repentis après la révolution de 1905, comme Boulgakov, Berdiaev, Struve, etc. (N. d. l. R.)

(2) Journal monarchiste antisémite. (N. d. l. R.)

Permanence du BULLETIN COMMUNISTE

123, rue Montmartre, Paris.

Tous les jours, de 17 à 20 heures.

Souvenirs et Mémoires révolutionnaires

Notes autobiographiques

I. — ENFANCE ET JEUNESSE

Je suis née en 1872 et j'ai grandi dans une famille où s'étaient conservés les us et coutumes de la noblesse féodale. Mon père était général de l'armée russe, Ukrainien d'origine. Ma mère, issue d'une famille paysanne, était Finlandaise. J'ai passé mon enfance et ma jeunesse à Pétersbourg et en Finlande. Étant la plus jeune des enfants et, au surplus, fille unique de mon père (que ma mère avait épousé en secondes noces), je fus entourée de soins particuliers par notre nombreuse famille aux mœurs patriarcales.

Tout enfant encore, je causais à ma mère de nombreux soucis et de vrais chagrins par ma tendance de « ne pas vivre comme tout le monde ». Je fraternisais avec les gens de la maison, prenais parti pour les « femmes de chambre en second », — des fillettes que tout le monde exploitait, — défendais mon « indépendance », lisais avec passion et vivais dans un monde à part, que je me créais en mon for intérieur et dont je fermais soigneusement l'entrée aux « grandes personnes ».

Dès l'enfance, j'aimais à écrire. On m'enlevait de force le papier et les plumes. Mais l'injustice et l'inégalité sociales m'indignaient par-dessus tout. C'était pour moi une offense de sentir que je me trouvais dans une « situation privilégiée », cependant que mes meilleures amies, les « femmes de chambre en second », n'osaient même pas s'asseoir en présence de la *barynia*.

On ne me laissa pas entrer au lycée. On craignait que je ne m'y trouve en compagnie de personnes dont la morale bourgeoise réprouvait la conduite. A 16 ans, je passai mon baccalauréat et commençai à suivre des cours particuliers de professeurs d'histoire, de littérature, etc... On ne me permit pas d'entrer non plus au cours de Bestoujev.

Je travaillais beaucoup, surtout sous la direction du professeur d'histoire de la littérature bien connu, Victor Pétrovitch Ostrogorsky. Il estimait que j'avais certains dons littéraires et m'engagea fortement à écrire. Je me suis mariée très tôt, en partie pour protester contre la volonté de mes parents. Mais trois ans plus tard, je divorçai d'avec mon mari, V. Kollontai, ingénieur, et pris entièrement sur moi l'éducation de mon fils (1).

Entre temps, mes convictions politiques commençaient déjà à se dessiner. Je travaillais dans toute une série de cercles d'éducation, à l'abri desquels s'organisaient alors (c'était en 1890-1895) des groupements politiques illégaux. Ainsi par exemple, en travaillant au « Musée mobile de manuels scolaires », bien connu à cette époque, nous nouions des relations avec les détenus de la forteresse de Schlüsselbourg; en militant dans les sociétés cultu-

relles et en donnant des leçons aux ouvriers, nous établissions des liens constants avec eux; en organisant des soirées de bienfaisance, nous réunissions des fonds pour la « croix-rouge » politique.

L'année 1896 fut décisive dans ma vie. Au printemps de cette année-là, je visitai à Narva les fameuses filatures de Krengolmsk. L'asservissement de 12.000 ouvriers tisserands, hommes et femmes, produisit sur moi une impression de profonde stupéfaction. En ce temps-là, je n'étais pas encore marxiste et opinais plutôt pour le terrorisme. Après ma visite à Narva, je me mis résolument à l'étude du marxisme et de l'économie politique. A cette époque paraissaient les deux premières revues marxistes légales, le *Début* et la *Parole Nouvelle*. Leur lecture m'ouvrit les yeux sur bien des choses. La voie que je cherchais avec une particulière ténacité, depuis ma visite à Narva, était trouvée.

La fameuse grève du textile en 1896 à Pétersbourg, à laquelle prirent part jusqu'à 36.000 ouvriers et ouvrières, contribua puissamment à fixer mes vues politiques. Avec E.-D. Stassova et de nombreux autres camarades, nous organîsâmes des collectes et cherchâmes à venir de toutes les manières au secours des grévistes. Cet exemple frappant de la conscience toujours grandissante du prolétariat, quoique asservi et privé de tous droits, me poussa définitivement dans le camp marxiste.

Cependant, je n'écrivais encore rien dans ce sens et ne prenais pas part active au mouvement. Je m'estimais encore trop peu préparée pour le faire convenablement. En 1898, j'écrivis ma première œuvre traitant de la psychologie de l'éducation, intitulée : *Les bases de l'éducation d'après les vues de Dobrolioubov*. Elle parut en septembre 1898, dans la revue *l'Instruction*, qui, à cette époque, présentait un caractère pédagogique, mais par la suite devint un des organes les plus qualifiés, parmi ceux légalement publiés en Russie, de la pensée marxiste. Ostrogorsky en était le rédacteur. Au mois d'août de la même année, je partis pour l'étranger, afin d'y étudier les sciences économiques et sociales.

A Zurich, j'entrai à l'Université, chez le professeur Herkner, dont le livre sur la question ouvrière (dans sa deuxième édition) me parut intéressant. Fait caractéristique : tandis que je m'engageais chaque jour plus profondément dans l'étude des lois économiques et devenais de plus en plus une marxiste orthodoxe, mon professeur, lui, évoluait au contraire à droite et se séparait de la théorie révolutionnaire de Marx. La 5^e édition de son livre fut un véritable reniement.

C'était pendant cette curieuse période où dans la social-démocratie allemande apparut la tendance de Bernstein à passer ouvertement à l'opportunisme et à reviser les conceptions de Marx. Mon honorable professeur abondaît complètement dans ce sens

(1) Mon nom de jeune fille est Domontovitch.

et le couvrait d'éloges. Ce furent cependant les camarades de la « gauche » qui eurent mes suffrages. Kautsky m'enthousiasmait. Sa revue, *Neue Zeit*, ne me quittait pas et je lisais et relisais les articles de Rosa Luxembourg, surtout sa brochure, *Révolution sociale ou Réformes sociales*, où elle réduisait à néant la théorie opportuniste de Bernstein.

Sur le conseil de mon professeur, et munie de ses recommandations, je m'en allai en 1899 en Angleterre, pour y étudier le mouvement ouvrier anglais, afin de me convaincre, paraît-il, que c'était les opportunistes, et non la « gauche », qui étaient dans le vrai.

J'étais recommandée à Sidney et Béatrice Webb « eux-mêmes » ; mais dès les premières conversations que nous eûmes ensemble, je compris que nous parlions des langues différentes et je me mis à étudier le mouvement ouvrier anglais en me passant de leurs lumières. Cette étude aboutit à un résultat tout contraire à celui qu'espérait mon professeur. Elle me montra l'acuité des contradictions sociales existant en Angleterre et l'impuissance des réformistes à les détruire au moyen de la tactique trade-unioniste ou à l'aide du *settlement* (sortes de noyaux culturels dans les quartiers ouvriers dans le genre de Toynby Hall, « palais du peuple », coopératives, cercles, etc.) Je revins d'Angleterre plus convaincue que jamais de la justesse des conceptions marxistes, et je pris non le chemin de Zurich, mais celui de la Russie. J'avais noué des relations avec les camarades russes militant illégalement et brûlais du désir de leur apporter mon concours dans leur travail quotidien, de m'aguerrir dans la lutte.

A mon départ de Russie, en 1898, les idées marxistes jouissaient d'une grande faveur auprès des intellectuels les plus avancés et auprès des étudiants. Outre Beltov, — Struve et Tougan-Baranovsky (1) étaient les idoles du jour. Entre les *narodniki* et les marxistes, c'était une lutte acharnée. Les jeunes forces : Il'ine (Lénine), Maslov, Bogdanov (2) et autres avaient défini théoriquement la tactique révolutionnaire du Parti social-démocrate, s'appropriant à passer au travail illégal.

J'arrivai avec l'espoir de me trouver parmi des gens professant mes propres idées. Mais en 1899, la Russie n'était plus la même qu'un an auparavant. Le tournant était franchi : l'union du « marxisme légal » et du marxisme illégal avait vécu. Le marxisme légal se fit ouvertement le défenseur du grand capital industriel. L'aile gauche opta pour le travail illégal, défendant toujours plus résolument la tactique révolutionnaire du prolétariat. Parmi les étudiants et les intellectuels, l'enthousiasme pour Marx se mua en un enthousiasme non moins ardent envers les théories bernsteiniennes, envers le révisionisme. Nietzsche et son « aristocratie » commençaient aussi à être à la mode.

(1) Beltov, pseudonyme de Georges Plekhanov. Struve, un des premiers marxistes russes, évolua vers le monarchisme constitutionnel, Tougan-Baranovsky, économiste marxiste, passa au menchevisme puis se mit en marge du mouvement. — N. d. I. R.

(2) Maslov, spécialiste des questions agraires, devint menchevik. Bogdanov, économiste et philosophe, devint le leader de la « gauche » bolchévique (otzovistes), fut exclu du Parti, sympathise actuellement avec l'opposition ouvrière illégale du Parti. — N. d. I. R.

Je me souviens comme si c'était hier d'une soirée organisée chez le père de F.-D. Stassova au profit de la « croix-rouge » politique. Struve parlait de Bernstein. Le public était « choisi » ; de nombreux militants illégaux étaient présents, et pourtant le rapport de Struve fut accueilli avec une approbation marquée. Seul, Avilov prit la parole contre le conférencier, tandis que toutes les « notoriétés » de l'époque appuyaient celui-ci. Je demandai la parole. On ne me l'accorda que difficilement, car je n'étais connue pour ainsi dire de personne. Ma défense trop ardente du marxisme orthodoxe fut accueillie par une désapprobation générale et même par des haussements d'épaules indignés. Quelqu'un trouva qu'il était d'une insolence inouïe de prendre la parole contre des gens comme Struve et Tougan-Baranovsky, jouissant d'une notoriété publiquement reconnue de tous ; un autre estima qu'un tel discours faisait le jeu de la réaction ; un autre encore, que le temps de la phraséologie était passé et qu'il s'agissait de devenir des politiques pondérés.

A la même époque, j'écrivis des articles contre Bernstein et sur le rôle de la lutte des classes, destinés à la *Revue Scientifique*. J'y défendais la position des marxistes orthodoxes. Mais la censure en interdisait impitoyablement la publication.

Je décidai alors de m'adonner au travail scientifique dans le domaine de l'économie politique. J'étais en contact permanent avec la Finlande. Cependant, le peuple finlandais traversait alors une période de réaction noire, la période de l'administration de Bobrikov, où la brutalité et l'oppression du gouvernement tsariste se donnaient libre cours. Les assises d'indépendance du petit peuple étaient ébranlées ; la constitution, les lois du pays, brutalement violées. Une lutte à mort s'engageait entre le peuple finlandais et l'autocratie russe. Non seulement d'esprit, mais de tout mon cœur, de toute mon âme, j'étais du côté de la Finlande. J'y voyais la force croissante, dont bien peu de gens cependant se rendaient compte, du prolétariat industriel. J'y notais les signes de l'opposition grandissante des classes et la formation d'une nouvelle Finlande ouvrière faisant contre-poids aux partis nationalistes bourgeois suédophiles, finnophiles et jeune-finlandais. Je vins à l'aide des camarades finlandais pour l'organisation de leur premier fonds de grève.

Alexandra Kollontai.

(A suivre.)

Le « BULLETIN COMMUNISTE » est en vente dans les principaux kiosques des quartiers ouvriers parisiens.

Demandez à votre marchand habituel son exposition en bonne place.

Les camarades qui consentiraient à vendre chaque semaine quelques numéros du « BULLETIN COMMUNISTE » dans leur atelier, leur groupe communiste, leur syndicat sont priés de s'adresser à notre administrateur.

Chronique de la Vie soviétique

A propos des Concessions

Robert Louzon a publié, dans le dernier numéro de la *Révolution Proletarienne*, un article très lu et commenté sur les concessions accordées par l'Etat Soviétique au capital étranger. Cet article a même ému certains camarades.

Il faut s'en féliciter, car cela prouve qu'il existe encore en France des ouvriers révolutionnaires qui s'intéressent profondément aux destinées de la République des Soviets et réclament d'autres renseignements que les fastidieuses affirmations des social-démocrates et des néo-léninistes. Louzon aura rendu un bon service en attirant l'attention des militants sérieux sur une question sérieuse.

Mais il importe de corriger l'impression pessimiste laissée par son exposé, lequel est très incomplet, partiellement erroné, et surtout trop restreint pour donner une idée exacte de l'ensemble de la question.

La Léna Goldfields

L'Etat Soviétique a consenti cette année à deux firmes étrangères des concessions qui égalent en importance celle de toutes les concessions antérieurement accordées : l'une en Sibérie et dans l'Oural, à la société anglaise *Léna Goldfields* ; l'autre, au Caucase, à la Compagnie américaine *Harriman*.

Louzon traite plus en détail de la première concession. Nous ferons de même.

« La concession qui vient d'être accordée à la *Léna Goldfields*, écrit Louzon, comprend en premier lieu toutes les anciennes propriétés de la Société dans le bassin de la Léna. Or, c'est dans ces propriétés que se trouve maintenant la presque totalité de ce qui reste d'or industriellement exploitable en Sibérie. Les vieux gisements de l'Oural, de l'Ienisseï, dès avant la guerre, étaient presque totalement épuisés. Il ne restait plus que ceux de la Léna, dans la Sibérie tout à fait orientale. L'or de la Sibérie, en fait, aujourd'hui, c'est uniquement l'or de la Léna. Concéder l'or de la Léna, c'est donc concéder l'or russe. »

La thèse ici soutenue est inexacte. Les champs d'or concédés ne représentent qu'une partie des gisements et la partie la plus exploitée dans le passé, donc la plus appauvrie. Les anciennes propriétés de la Société sont celles qui ont été le plus intensivement travaillées. D'autres terrains aurifères sont d'ailleurs concédés. Mais l'importance de l'affaire n'est pas là.

La Société reçoit, de plus, des mines de cuivre, de zinc, de plomb, de houille, etc., dans l'Altaï et le Koussnetz ; des usines dans l'Oural, deux tronçons de chemin de fer en Sibérie et dans l'Oural, une partie de la flotte fluviale de la Léna, ainsi que le droit d'exploiter certaines étendues forestières et forces hydrauliques. Ici, les données de Louzon sont même en deçà de la vérité.

Contre-partie de la concession

Mais l'accord ne consiste pas exclusivement en la transmission de richesses naturelles et industrielles à la Société anglaise. Celle-ci, de son côté, a des obligations profitables à l'Etat Soviétique. Or, Louzon n'en dit rien, comme si le contrat ne comportait que des avantages unilatéraux, comme

si les concessionnaires seuls tiraient parti de l'opération.

On ne peut pas négliger ainsi la moitié des éléments du problème.

La Société s'engage à exécuter un plan de construction déterminé et des travaux de prospection, à investir des capitaux importants dans les entreprises, à réaliser un programme de production précis, à payer au gouvernement des sommes proportionnelles à la production et à céder à celui-ci partie de la production à des conditions spéciales.

Dans l'Oural et l'Altaï, la Société doit construire de nouvelles usines et outiller les mines en y investissant pour plus de 10 millions de roubles. Dans la région de la Léna, elle s'engage à dépenser pour plus de 10 millions de roubles d'outillage. Le minimum de dépenses obligatoires est fixé à 22 millions de roubles, mais cette somme sera inévitablement dépassée.

Outre le prélèvement d'une part de la production destinée à l'Etat Soviétique, les concessionnaires payent une redevance pour l'exploitation des bois et un impôt foncier à l'hectare pour les territoires exploités.

La Société obtient une réduction de certains impôts, de certains droits d'entrée pour le matériel et de droits de sortie pour sa production.

Le programme de production implique un paiement minimum de 2 millions de roubles par an à l'Etat Soviétique, sans compter les dépenses d'assurances sociales et autres de même sorte, — somme qui sera sensiblement dépassée, puisque l'intérêt de la Société est d'augmenter la production au-dessus du minimum fixé.

La part soviétique prélevée sur la production sera de 7 % pour l'or, 6 % pour les autres métaux, 4,5 % pour le reste.

A l'expiration des délais de la concession (30 ans pour l'or, 50 ans pour le reste), tous les biens de la Société reviendront à l'Etat Soviétique. Des conditions de rachat à partir de la 35^e année sont prévus.

Son importance essentielle

Dans la *Pravda* du 12 mai, Piatakov (président du Comité des Concessions) énumère ainsi les avantages principaux que tire l'Etat Soviétique de cette affaire :

Augmentation du capital fondamental de l'industrie de l'Union ; augmentation de la production en métaux précieux et de couleur ; amélioration correspondante de la balance commerciale ; influence bienfaisante sur le change soviétique ; augmentation du volume des salaires ouvriers ; influence heureuse sur la circulation des marchandises ; création de nouveaux centres prolétariens dans des régions éloignées du pays.

De plus, les avantages matériels signalés plus haut.

Enfin, dit Piatakov, « il convient de souligner la signification favorable de la concession dans le sens de la régularisation des rapports de l'Union avec les Etats capitalistes ».

Tout cela éclaire le tableau trop sombre esquissé par Louzon. Mais celui-ci voit le principal sujet d'alarme non dans l'envergure de la concession, mais dans la procédure d'arbitrage prévue en cas de différend.

Le règlement des conflits

« Mais ce qu'il y a de plus effrayant encore que l'importance de la concession, écrit Louzon, ce

sont les conditions auxquelles elle a été accordée. Il a été consenti à la *Léna Goldfields* un privilège exorbitant, comme aucun pays capitaliste, même les moins indépendants, même ceux de l'Amérique du Sud ou de l'Amérique Centrale, n'en ont jamais consenti, un véritable privilège d'extraterritorialité : pour cette concession accordée par le Gouvernement des Soviets sur le territoire des Soviets, ce ne seront pas les tribunaux des Soviets qui seront compétents, ce sera un tribunal étranger et bourgeois. Le contrat de concession stipule, en effet, que tous les différends entre le concessionnaire et le Gouvernement des Soviets seront réglés, non par les tribunaux soviétiques, mais par un tribunal d'arbitrage composé d'un représentant des Soviets, d'un représentant du concessionnaire et d'un troisième juge qui sera choisi parmi les professeurs de l'Ecole polytechnique royale de Stockholm ou de l'Académie des mines de Fribourg — donc un tribunal à majorité étrangère et bourgeoise. Or, je le répète, on ne trouve trace dans aucun pays capitaliste de concession accordée à de pareilles conditions : aucun pays n'a jamais accepté que ses différends avec ses concessionnaires soient soumis à une autre justice que la sienne propre, celle de ses propres tribunaux, jugeant selon sa propre législation. »

Le mécanisme de l'arbitrage n'est pas précisément ce que croit Louzon (2 voix bourgeoises, une soviétique). La commission arbitrale se compose d'un représentant soviétique et d'un représentant de la Société. En cas de désaccord entre eux, il est choisi un super-arbitre sur une liste de cinq candidats présentés par le Gouvernement Soviétique (professeurs de Fribourg ou de Stockholm). Mais ce qui est indéniable, c'est que le principe de la souveraineté de l'Etat Soviétique est atteint.

C'est probablement à cette grave concession de principe que faisait allusion Piatakov en déclarant : « Il nous a fallu consentir des concessions très sérieuses et essentielles, et je ne peux pas ne pas reconnaître que des conditions du projet de contrat sont pour nous quelque peu pénibles. » Et, en concluant : « Je le répète, dans le texte même du contrat, il nous a fallu faire des concessions telles que nous n'en avions jamais faites jusqu'à présent. »

Pratiquement, quelles seront les conséquences de la procédure d'arbitrage adoptée ? Il y a de fortes raisons de penser qu'elles seront nulles. Si aucune des deux parties n'a intérêt à violer les clauses du contrat, le super-arbitre risque de n'être jamais convoqué... Les conflits possibles dans ces sortes d'affaires ne sont pas comparables à des chicanes de justice de paix. Le contrat, minutieusement établi, discuté pendant deux ans et demi, comporte des définitions qui ne laissent guère place à des interprétations variées. Et dans la pire des hypothèses, il ne pourrait arriver que la rupture de l'accord, la fin de la concession, ce dont Louzon se réjouirait le premier.

Si dur qu'il soit d'avoir renoncé à la juridiction soviétique, ce n'est pas une raison décisive d'y voir « un premier pas » vers la fin du régime. La réalité est moins schématique. L'essentiel de l'industrie russe reste aux mains de l'Etat Soviétique. Et nous voici conduit à poser la question comme elle nous paraît devoir l'être.

La vraie question

La « nouvelle politique économique » russe est une politique de concessions aux paysans, à la bourgeoisie, au capital étranger. Louzon ne l'ignore pas. La nécessité de cette politique n'a jamais été contestée dans le mouvement communiste international, sauf, un moment, et dans une certaine mesure, par l'« opposition ouvrière » russe, qui n'y a pas insisté.

Ce n'est donc pas le principe des concessions que Louzon peut mettre en cause, du point de vue communiste, mais le degré. Tout, dans la politique des concessions, est question de degré. Il s'agit d'introduire dans l'économie soviétique des éléments capitalistes qui ne menacent pas la prédominance des moyens de l'Etat prolétarien.

Or, pendant les premières années de la « Nep », les concessions ont été très peu importantes. « Tout le capital étranger investi dans les concessions s'élevait jusqu'à présent à 30 millions de roubles, et maintenant, après les accords conclus avec la Léna Goldfields et Harriman, s'élève à 57 millions de roubles. » (Déclaration de Trotsky, *Pravda* du 26 juillet). Cinquante-sept millions dans un ensemble représentant plusieurs milliards, il n'y a pas encore là de quoi s'alarmer.

Il s'agit de savoir jusqu'où l'on ira, et tout, jusqu'à présent, nous montre nos camarades russes résolus à ne céder que ce qui peut l'être sans mettre le régime en danger. La vision apocalyptique de Louzon, où « le pétrole de Bakou, le charbon du Donetz, le textile de Moscou et ce qui reste encore de non concédé dans l'Oural » passent avec une vitesse vertigineuse aux mains des capitalistes, serait prophétique seulement dans le cas où l'Etat Soviétique se montrerait incapable de gérer ses entreprises par ses propres moyens.

Mais ceci est une autre histoire. — B. S.

La récolte de 1925

Dans un pays essentiellement agricole comme la Russie, la récolte a une importance déterminante pour l'économie. Les conséquences d'une bonne ou d'une mauvaise récolte se font sentir pendant des années.

Aussi l'économie soviétique reçoit-elle une vigoureuse impulsion de la récolte de 1925. Celle-ci dépassera la précédente d'un milliard de pouds environ (1 poud = 16 kil. 38).

Une grande partie de cet excédent (on ne peut encore préciser) sera jetée sur le marché extérieur. Heureusement pour la Russie, la récolte des Etats-Unis en blé s'annonce médiocre, tandis que celle du coton sera excellente : conjoncture doublement favorable, puisque la Russie exporte des céréales et importe du coton.

La capacité d'achat du paysan russe grandit, et l'Etat doit se mettre en mesure de fournir une quantité de marchandises de valeur globale correspondant à celle du blé mis sur le marché. Comme l'industrie russe ne produit encore qu'environ 70 % de sa production d'avant-guerre, que les stocks sont insignifiants et que l'importation a été très faible dans les dernières années (faute de ressources et de crédit), il s'agit d'intensifier l'entrée des produits étrangers. Et les crédits étant chichement accordés à la Russie, il faudrait beaucoup exporter pour pouvoir beaucoup importer.

La certitude d'une bonne récolte permet d'établir des prévisions pour 1926 : l'industrie continuera de se développer. Mais, tandis que la croissance de la production des articles de consommation sera ralentie, on accélérera, en revanche, la fabrication des moyens de production. L'industrie souffre, en effet, de l'usure et de la déprédation de son outillage ; le renouvellement de celui-ci est un besoin urgent.

La récolte de 1924 avait été de 2.675.000.000 pouds ; de 1923 : 3.018.000.000 pouds (1). On s'attend, pour 1925, à un chiffre minimum de 3 milliards 650 millions de pouds (2).

(1) Chiffres du « Conseil de conjoncture » du Gosplan, *Pravda* du 19 septembre 1924.

(2) Chiffre de la « Direction centrale de Statistique », *Pravda* du 10 juillet 1925.

Le Mouvement ouvrier international

ALLEMAGNE.

Il serait temps de dire à l'Internationale la vérité sur l'état du mouvement communiste allemand.

Pendant un an et demi, l'*Humanité* a raconté que tout allait pour le mieux dans le plus bolchevisé des Partis ; que les masses affluaient dans nos rangs ; que les dirigeants communistes abondaient en preuves de leur génie ; que le Parti jouissait d'une unité « monolithique » (*sic*) ; que le « brandlerisme » n'était plus qu'un mauvais rêve ; que, depuis 1924 seulement, il existait enfin un Parti communiste allemand ; que le « léninisme » rendait monts et merveilles ; que la « bolchevisation » nous valait victoire sur victoire, etc., etc.

Or, l'Exécutif de l'Internationale s'est décidé récemment, au lendemain du 10^e Congrès du Parti allemand, où tout, d'après l'*Humanité*, avait été édifiant, à proclamer en public (*Rote Fahne* du 14 septembre) :

Que le Parti est dans un état lamentable, menaçant de devenir catastrophique ;

Que les masses se détournent du Parti, comme l'a montré le Congrès syndical où les communistes n'ont eu que 2 (!) délégués ;

Que les dirigeants du Parti étaient tous (sauf deux ou trois saxons) des incapables, des saboteurs, des trompeurs, des social-démocrates, des démagogues, des anti-bolcheviks — ceci pour tous les Maslov, les Ruth Fischer, les Rosenberg, les Scholem, les Korsch, les Katz, etc., qui ont écrasé le Parti pendant près de deux ans sous leur dictature ;

Que le Parti était ravagé de discussions, de querelles intestines, de luttes personnelles, de conflits de groupes et de sous-groupes, et brimé par sa bureaucratie ;

Que le Parti était moins communiste que jamais ;

Que son « appareil » n'avait rien compris au « léninisme » et à la bolchevisation » ;

Que les précédentes victoires du Parti n'étaient que des défaites.

Après cela, si les communistes français ne sont pas enchantés des méthodes d'information de l'*Humanité*, c'est qu'ils sont difficiles.

L'Exécutif ne s'est pas contenté de caractériser l'état de choses et le rôle des hommes dans le mouvement allemand. Il a pris quelques mesures organiques pour assurer au malheureux Parti saigné un minimum de possibilités de relèvement.

La Direction soi-disant « élue » la veille au Congrès a été complètement remaniée, d'ordre supérieur. Les destructeurs nommés plus haut ont été évincés de leurs anciennes fonctions. Ruth Fischer, malgré son « adhésion » à la condamnation portée sur elle, est retenue à Moscou, par mesure de précaution. Maslov, condamné à la prison (1), se trouvant dans l'impossibilité de nuire, n'a pas eu besoin d'être l'objet de mesures spéciales. La *Rote Fahne* est confiée à un nouveau rédacteur, consi-

(1) La *Pravda* du 12 septembre annonçait en huit lignes, à la 2^e page, la condamnation de Maslov. Vit-on jamais pareille attitude envers un « leader » aussi en vue, jugé après une année de détention ? Il faudra, tôt ou tard, s'expliquer là-dessus.

déré jusqu'alors comme le plus « droitier » du Parti : Ernst Meyer.

Inutile de dire que la crise n'est pas ainsi dénouée. On ne manipule pas impunément un parti révolutionnaire pendant des années avec la brutalité employée par les « bolchevisateurs ». Les conséquences du régime en vigueur jusqu'au mois dernier se font maintenant cruellement sentir.

Le Parti est en proie à des luttes d'un acharnement inouï. La confusion la plus extrême le paralyse dans sa recherche de la vérité. Le prestige de l'Internationale est gravement compromis. On ne comprend plus rien à la politique de « Moscou ». Aucune voix autorisée ne peut se faire entendre pour guider rapidement le Parti hors du chaos. Les réunions succèdent aux réunions et accumulent les résolutions les plus contradictoires. On voit des assemblées qui se déjugent d'une semaine à l'autre, voire du jour au lendemain, voire dans la même soirée.

Dans ce désordre indescriptible, une seule chose est claire : c'est que « l'extrême-gauche », hostile à la nouvelle politique de l'Exécutif en Allemagne, à l'arrière elle a grande majorité de ce qui reste du Parti, et qu'il faudra bien de la patience, bien de la diplomatie pour éviter une scission qui créerait un nouveau parti gauchiste destiné à se rompre le cou.

Les « léninistes » de 1925 ont bien travaillé.

FRANCE.

Tandis que l'on imprime ce *Bulletin*, se tient une « Conférence Nationale » du Parti.

Elle présente, au premier abord, cette singularité de ne répondre en rien à son appellation, n'étant ni une conférence, ni nationale, ni du Parti.

C'est une simple réunion de « l'appareil », c'est-à-dire de fonctionnaires qui ne tiennent leur « mandat » que d'eux-mêmes.

Le Parti n'a pas été consulté. Aucune discussion véritable n'a précédé la réunion. L'opposition, privée pendant plus d'un an de moyens d'expression, baffouée et diluée par des fonctionnaires spécialement préposés à cet effet, n'a pu se faire entendre de ce qui reste d'adhérents.

Après un simulacre de débat dans les réunions de « rayons », où quelques militants tenaces essayèrent de faire entendre la voix de l'opposition, après des votes obtenus par les procédés que l'on sait et dans les conditions que l'on sait, l'*Humanité* publia, la veille et l'avant-veille de la « Conférence », une thèse de Lorient et d'Hairius, une thèse de Paz, de Roy et de Mahouy, et un article de Gourget.

Impossible d'imaginer parodie de démocratie intérieure, de droit de discussion, plus caractéristique. Un an et demi de silence dans les rangs, suivi d'un semblant de consultation, puis d'une publication de textes indésirables après les votes, — il a fallu la « bolchevisation » pour voir cela.

Mais de tels procédés ne sont pas précisément favorables aux progrès du Parti. Les textes de l'opposition révèlent déjà une partie de la vérité sur la régression rapide de l'organisation. Les effectifs fondent à vue d'œil. Les cellules, dans leur majorité, n'existent que sur le papier. Celles qui existent autrement comptent tantôt 5 membres, parfois 10. La plupart se réunissent à de longs inter-

valles. Les seules cellules actives sont celles où se trouvent des militants de l'opposition.

La Direction du Parti n'ose plus, depuis longtemps, donner de chiffres. En donnerait-elle que personne ne leur accorderait le moindre intérêt, la confiance en la véracité des dirigeants étant totalement disparue. Les documents de l'opposition ayant alarmé quelques suiveurs de la Direction, celle-ci s'est hâtée d'annoncer l'apparition prochaine de chiffres vengeurs. Peine perdue. Les procédés des néo-léninistes sont trop connus ; le « tous les moyens sont bons » est dans la mémoire de tous. On sait que les renseignements officiels valent ceux de Maslov et de Ruth Fischer. On sait que les « cartes placées » l'ont été pendant des réunions électorales, à des gens qui n'ont jamais mis les pieds dans une « cellule ». On sait que les cartes ne sont appuyées d'aucun timbre. On sait que toutes les notions sont falsifiées.

L'heure vient où les militants exigeront de savoir la vérité. Le *Bulletin Communiste* leur en dira une partie, au moins.

Nous ne pouvons pas

faire le service gratuit du *Bulletin*, nos ressources étant strictement limitées. Les personnes qui ont reçu le n° 1, à titre de spécimen, doivent s'abonner sans retard

pour recevoir le n° 2.

Voir d'autre part les conditions d'abonnement.

Entre camarades

Un premier numéro est par définition un numéro raté. Nous ne savons dans quelle mesure celui-ci se conformera à la tradition...

Ce qui est sûr, c'est que nous n'avons pas encore pu mettre toutes nos rubriques en place, réaliser pleinement notre formule.

Nous demandons un peu de crédit. Le départ a exigé bien des efforts. On a fait de son mieux avec des moyens terriblement insuffisants.

Si l'on nous aide, si les amis du *Bulletin* se manifestent nombreux, nous ferons sûrement mieux la prochaine fois.

**

Nous aussi, nous créons des « abonnements de soutien », à 100 francs.

Il ne manque pas de camarades qui peuvent faire un sacrifice de 100 francs. Il n'en faudrait pas beaucoup pour assurer l'existence du *Bulletin* !

Les camarades qui ont ajouté à leur travail de gagnepain bon nombre d'heures supplémentaires bénévolement consacrées au *Bulletin* et qui retranchent de leur salaire une bonne part pour le faire vivre comptent sur la solidarité des vrais communistes.

**

Les militants du Parti communiste n'ont plus aucune possibilité de s'exprimer. Depuis un an et demi, une bureaucratie appelée bizarrement « appareil » monopolise la presse et la tribune.

En signe de dérision, elle publie au compte-gouttes, tous les six mois, un ou deux documents de l'opposition, copieusement entourés de compliments choisis. Et de s'exhaler sur sa propre générosité, sur les beautés de ce nouveau genre de démocratie ouvrière.

De nombreux camarades ne voient pas sans amertume leur Parti fonder autour d'eux. L'expérience des derniers mois n'est pas sans leur suggérer des observations et des réflexions utiles.

Le *Bulletin Communiste* leur offre l'hospitalité de ses colonnes.

Nous invitons les militants sérieux du Parti et des syndicats à échanger ici des informations sur l'état de leurs organisations et leurs opinions sur les méthodes et la tactique en vigueur.

Ecrivez-nous.

Le *Bulletin* publiera tout ce qui peut intéresser le mouvement révolutionnaire.

Les camarades qui ne peuvent ouvertement s'adresser à nous peuvent compter sur une discrétion à toute épreuve.

**

Tous ceux qui s'intéressent à l'effort du *Bulletin Communiste* ont eux-mêmes un effort à accomplir pour nous aider.

Nous attendons d'eux : des abonnements, des listes d'abonnés possibles, des souscriptions.

Se représente-t-on le travail qu'exige la parution du *Bulletin* par le groupe de camarades qui s'est attelé à la besogne ?

Aidez-nous ! Que chaque ami, ancien ou nouveau, du *Bulletin* pour le groupe de camarades qui s'est attelé à vente régulière dans son organisation ou sa localité, nous soutienne par tous les moyens.

Par tous les moyens... honnêtes, s'entend. Nous ne professons pas ici la singulière morale de certains bureaucrates.

Remerciements

« Un Communiste » remercie cordialement les camarades du « noyau » de la *Révolution Proletarienne* qui lui ont donné l'hospitalité de leurs colonnes et l'ont fraternellement aidé à remettre en marche le *Bulletin Communiste*.

Il y a place pour les deux organes, dans le mouvement ouvrier. Entre nous, il y aura des discussions, mais toujours aussi une solide confiance mutuelle.

Quand on a traversé ensemble une crise comme celle que vit le communisme français, cela n'est pas sans prouver quelque chose.

BORIS SOUVARINE.

Le « BULLETIN COMMUNISTE » est l'organe traditionnel du communisme en France.

Il maintient vivante contre toutes les déviations et toutes les dégénérescences la pensée critique du marxisme révolutionnaire.

Les dormeurs et les endormeurs ne lisent pas le « BULLETIN COMMUNISTE ».

Les militants d'avant-garde le lisent, le font lire et le soutiennent.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.